INVOCABILITE DIRECTE ET EFFET VERTICAL DESCENDANT

(Directive « retour » du 16 décembre 2008)

Gel partiel du dispositif français de reconduite à la frontière en raison de sa contrariété à la directive en l'absence de délai de départ volontaire

INVOCABILITE DIRECTE ET EFFET VERTICAL DESCENDANT (Directive «
retour » du 16 décembre 2008)

Serge Slama

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/5825>

DOI : 10.4000/revdh.5825

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Serge Slama, « Gel partiel du dispositif français de reconduite à la frontière en raison de sa contrariété à la directive en l'absence de délai de départ volontaire », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 30 mars 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/5825> ; DOI : 10.4000/revdh.5825

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

INVOCABILITE DIRECTE ET EFFET VERTICAL DESCENDANT
(Directive « retour » du 16 décembre 2008)

Gel partiel du dispositif français de reconduite à la frontière en raison de sa contrariété à la directive en l'absence de délai de départ volontaire

INVOCABILITE DIRECTE ET EFFET VERTICAL DESCENDANT (Directive « retour » du 16 décembre 2008)

Serge Slama

- 1 Les dispositions des articles 7 et 8 de la directive 2008/115/CE du 16 décembre 2008 dite « *retour* » sont reconnues inconditionnelles et précises et par suite, directement invocables, dans cet avis, particulièrement attendu **après 3 mois de cacophonie judiciaire**. Ce faisant, le Conseil d'Etat prend le parti de rester fidèle au cadre posé dans l'arrêt *Perreux* (CE, Ass., 30 octobre 2009, n° 298 348 – ADL du 2 novembre 2009) en apportant **quelques précisions sur cette notion sans pour autant « offrir un vade-mecum enfin clair sur l'invocabilité des directives communautaires »**, comme le suggérait la doctrine (Marie Gautier : *AJDA* 2011 p. 297).
- 2 **V. la présentation de cet avis sur le site droits-libertes.org** : http://www.droits-libertes.org/article.php3?id_article=149
- 3 **CE, avis du 21 mars 2011, MM. Jia et Thirio, n° 345978 et 346612**

AUTEUR

SERGE SLAMA

Serge Slama est actuellement professeur de droit public à l'Université de Grenoble.